

# Rencontre de M. François Mitterrand, Président de la République, avec des étudiants, des intellectuels et des artistes, portant notamment sur les relations entre la France et la RDA, la démocratisation à l'Est, le désarmement, les relations entre la CEE et l'Europe de l'Est et la réunification de l'Allemagne, Leipzig, le 21 décembre 1989.

Je vous remercie, monsieur le recteur et vous tous, de m'accueillir dans votre université, la plus grande me dit-on et la plus ancienne de la République démocratique allemande. Dans cette ville se retrouvaient des savants, des marchands, elle avait tout pour être l'un des principaux lieux de la culture allemande, eh bien c'est ce qu'elle est devenue. Pour un Français, apprendre que dans ces pupitres et ces chaires se sont succédés des gens comme Goethe, Lessing, Fichte, Wagner, Liebknecht et beaucoup d'autres, c'est évidemment impressionnant. Que vous avez reçu ici trois prix Nobel, qu'au lendemain de la création de cet Etat, des chercheurs de grand renom s'y sont installés comme Ernst Bloch, Werner Kraus, Walter Markov dont tous les historiens connaissent les travaux sur la Révolution française. Quand on sait cela on ne s'étonne pas que tout ait commencé cet automne, dans cette ville de culture, de pensée et de foi. On a appelé Leipzig ville-héros, et c'est vrai pour cette ville que le passé a modelée et meurtrie. C'est là que pour une large part s'écrit aujourd'hui l'histoire de votre pays et donc l'histoire de l'Europe.

- Je ne vais pas faire ici un cours d'histoire, je pense que vous en entendez assez, mais enfin vous connaissez la portée, les répercussions qu'a eu, cela vient d'être rappelé par M. le Recteur, la Révolution française dont nous venons de fêter le Bicentenaire. En effet, il y a deux cents ans, le peuple français a pris son destin en main, il s'est rassemblé avec puissance, la puissance que donnent le nombre et des exigences, des revendications justes, il a commencé de mener le pays vers la liberté, l'égalité et la fraternité qui restent toujours à conquérir.\

Eh bien aujourd'hui comme il y a deux cents ans, des peuples cherchent en Europe à s'exprimer librement, à construire une société plus juste où chacun serait l'égal de l'autre, en tout cas en droits et le plus possible dans les faits. Où une certaine fraternité s'exercerait entre tous à l'intérieur d'un même Etat, d'une même nation, d'un même continent, sur une terre vouée à l'unité. Nous savons à Paris, que le message révolutionnaire de 1789 a été entendu chez vous. Et mon pays est bien placé pour comprendre et pour partager l'enthousiasme de la liberté. Je viens en son nom, vous dire, et au-delà de vous, dire au peuple allemand dans son ensemble, que la France est à ses côtés à un moment où il vit des événements qui le touchent au plus profond de son histoire et de son âme. La France et la République fédérale d'Allemagne de l'autre côté ont travaillé ensemble depuis presque deux générations, depuis la fin de la dernière guerre mondiale. C'était vraiment nécessaire pour bâtir un édifice de paix qui remplace les antagonismes et les luttes de l'histoire par une communauté de destin. Alors on a été six, puis neuf, puis douze, nous construisons ce qu'on appelle la communauté et nous pensons bien que les états de l'Est de l'Europe sous une forme ou sous une autre, à eux de le dire, prendront place à nos côtés.

- Alors tout cela prendra naturellement du temps, mais on peut avancer vite si on le veut, en tout cas on peut le faire sur différents plans pratiques, les échanges par exemple entre universités, la circulation des étudiants aux quatre coins de l'Europe, c'est ce que nous avons décidé entre nos douze pays, où un étudiant peut aller où il veut. C'est vrai. Nous avons adopté des crédits au sein de la Communauté pour cela, et un étudiant qui commence ses études à Bologne, en Italie, peut les poursuivre à la Sorbonne à Paris, et terminer à Oxford, pourquoi pas un jour à Leipzig ?

- Alors il est clair et on le sent bien par ici qu'une révolution démocratique d'une grande ampleur se déroule en Europe, à l'aube de ce nouveau siècle et même de ce nouveau millénaire. On doit attendre des changements profonds dans votre société, dans la nôtre aussi. Je suis convaincu que l'esprit qui anime la jeunesse, votre jeunesse n'est pas simplement de copier des modèles, aussi je serais heureux d'entendre les réponses. J'ai besoin de connaître les réponses que vous faites, et que vous ferez aux questions soudaines que l'histoire vous pose. Cela me permettra de rentrer chez moi en France avec une meilleure connaissance de votre pays et de votre peuple.\

QUESTION.- J'aimerais savoir ce que la France va faire pour aider notre pays ?

- LE PRESIDENT.- Nous avons commencé d'en parler depuis déjà quelques semaines.

Actuellement c'est la France, et donc moi-même, qui préside la Communauté européenne, pas pour longtemps, jusqu'au 31 décembre. Ce sont des présidences très provisoires, c'est bien comme cela et nous avons déjà décidé d'engager un traité de coopération commerciale avec la RDA. Nous avons signé cela et décidé le mandat de négociation avant-hier soir. C'est-à-dire qu'à partir du début janvier on va pouvoir examiner entre les douze pays de l'Europe et vous, de quelle façon nous allons multiplier nos échanges.

- Nous avons les mêmes idées pour la formation des cadres, pour les échanges de jeunes et dans beaucoup d'autres domaines. J'ai engagé une conversation hier que j'ai poursuivie ce matin avec les responsables actuels de votre pays. Je suis prêt à continuer. Il faut faire le bilan de ce qui serait utile ici et je pense que nous n'avons pas le droit d'attendre, c'est maintenant qu'il faut contribuer à vous aider à dominer votre situation actuelle et à préparer votre avenir. L'avenir, il commence dans une heure.\

QUESTION.- Au sujet du rôle de la CSCE.

- LE PRESIDENT.- Vous savez qu'à Helsinki il y a quelques années tous les pays de l'Europe ou presque, avec les Etats-Unis d'Amérique et le Canada, c'est-à-dire trente-cinq pays ont signé une sorte de traité pour établir, maintenir, préserver la paix en Europe et pour commencer à dessiner ce que pourrait être un ensemble européen entre l'Est et l'Ouest. On ne vivra pas éternellement avec cette séparation. On commence à en voir les limites. Plusieurs responsables ont pensé qu'il serait bon de réunir cette conférence des trente-cinq dès cette année, non pas pour se substituer à la conférence déjà prévue que l'on appelle Helsinki II, mais simplement pour pouvoir se rencontrer dès maintenant quand on sait ce qui se passe et cela va vite et ce n'est pas fini. Quand on pense à ce qui se passe en Europe, une concertation entre tous les pays d'Europe me paraît très utile. C'est une proposition de M. Gorbatchev que j'ai rencontré il y a quinze jours à Kiev et que j'ai tout de suite approuvée. Plusieurs autres pays s'interrogent encore. Ce n'est pas acquis et comme je suis convaincu que ce rendez-vous peut être utile à nous tous, l'ayant accepté, j'ai proposé qu'il ait lieu rapidement et je me suis contenté de proposer Paris. Bien entendu, si le choix se porte sur un autre lieu je n'en serai pas embarrassé. L'essentiel c'est que cette conférence ait lieu.\

QUESTION.- Sur le désarmement.

- LE PRESIDENT.- J'approuve toute action qui conduira les deux blocs militaires, celui de l'Est et celui de l'Ouest à désarmer. Mais je vais préciser ma pensée. Je vais la préciser de la façon, je l'espère, la plus claire, pour qu'il n'y ait pas d'ambiguïté. Il y a plusieurs domaines de l'armement. Le désarmement conventionnel, les armes employées au cours des deux dernières guerres mondiales. Les canons, les mitrailleuses, les chars, les avions, etc... C'est ce que l'on appelle le désarmement conventionnel. On en a discuté, on en discute à Vienne, en Autriche.

- Et, il y a le désarmement chimique, on en discute à Genève et l'élan a été donné par une conférence mondiale qui s'est tenue au début de cette année à Paris.

- Il y a le désarmement nucléaire. Encore faut-il établir plusieurs catégories à l'intérieur de cette

Il y a le désarmement nucléaire. Encore faut-il établir plusieurs catégories à l'intérieur de cette forme de désarmement. Je pourrais m'attarder sur d'autres catégories d'armement, mais j'essaye d'être rapide et clair.

- Le désarmement nucléaire : c'est le plus compliqué. Il n'y a que cinq pays dans le monde aujourd'hui qui possèdent une arme atomique. L'Union soviétique, les Etats-Unis d'Amérique, l'Angleterre, la France, la Chine. Enfin, à notre connaissance. Les armements nucléaires sont de nature différente. Selon que la stratégie est une stratégie à longue portée, celle qui traverse l'Atlantique, qui peut aller d'une super puissance à l'autre, atteindre le sol des Etats-Unis ou le sol de l'Union soviétique, pour parler clair. On appelle cela l'armement nucléaire stratégique.

- Il y a une deuxième forme d'armement qui est l'armement nucléaire à moyenne portée. Ce sont les fusées qui peuvent aller de 1000 à 5000 kilomètres. L'Atlantique est plus large que cela, donc, disons que c'est une arme européenne. Elle peut aller de l'Espagne au nord de l'Union soviétique. Et, il y a l'armement nucléaire à très courte portée, c'est-à-dire moins de 500 kilomètres. Et de ce point de vue, l'Allemagne de l'Ouest et celle de l'Est sont bien servies, puisqu'elles se trouvent dans le rayon d'action de ces armes à très courte portée.

- Je ne vais pas m'attarder sur l'armement chimique, je viens de vous le dire, la discussion est engagée. Elle s'est un moment ralentie à cause des exigences, surtout des deux plus grandes puissances. Des exigences mutuelles. Enfin, ça va plutôt bien. Le désarmement conventionnel classique a pris aussi une accélération récente. C'est même un débat très important, puisqu'il s'agit d'armes qui s'exerceraient sur notre continent, chez nous, chez vous. Et de ce point de vue, chacun compte sur ses doigts - si je puis dire - pour savoir lequel des deux blocs est le plus puissant. En Allemagne de l'Est, il y a beaucoup d'armes.\

Et puis, il y a l'armement nucléaire proprement dit. Un premier accord a été signé entre MM. Reagan et Gorbatchev à Washington pour l'élimination des armes à moyenne portée : 1000 à 5000 kilomètres en Europe. La France a été le premier pays à approuver cette mesure. Seules les deux principales puissances possèdent ce type d'arme.

- Les armes stratégiques sont celles qui font plus de 5000 kilomètres, qui traversent donc l'Atlantique. M. Reagan et M. Gorbatchev, à Reikjavik en Islande, ont commencé d'imaginer que l'on pourrait réduire ces armes de 50 %. Qu'est-ce que cela veut dire 50 % ? On peut estimer à plus de 12000 charges nucléaires stratégiques, ce que détient l'Union soviétique, et autant - sinon plus - ce que détiennent les Etats-Unis d'Amérique, plus de 12000. Après quoi, il faut descendre, c'est la France, avec un armement nucléaire de ce type, qui se situe entre 300 et 350 charges nucléaires, vous voyez déjà la différence. Puis, la Grande-Bretagne, un peu moins. La Chine, c'est un autre problème, mais je ne vais pas pour l'instant m'y attarder.

- M. Bush et M. Gorbatchev ont reparlé de cette réduction des armements nucléaires stratégiques de 50 %, lorsqu'ils se sont rencontrés à Malte. Et, nous leur avons dit, nous, Français, c'est la position de la France, faites-le. Alors on peut nous répondre, et vous alors ? Eh bien, je réponds, oui. Mais il faut bien comprendre qu'il faut que l'Union soviétique et les Etats-Unis d'Amérique devront réduire considérablement leur arsenal nucléaire, avant que la France ne vienne autour de la table, car réduire de 50 % 12000 charges nucléaires, c'est laisser un avantage considérable, par rapport au pays qui réduirait de 50 %, lorsqu'il en a 300. Et nous ne voulons pas laisser à ces deux seules grandes puissances, la maîtrise absolue de la paix et de la guerre.

- Si, en revanche l'Union soviétique et les Etats-Unis d'Amérique en arrivent à accélérer leur désarmement et à parvenir à des niveaux beaucoup plus bas, bien entendu d'une façon équilibrée, des deux côtés, la France participera, elle est tout-à-fait disposée à renoncer à son armement nucléaire si les autres le font. Et comme les deux plus grandes puissances ont un énorme avantage, c'est à elles, pour l'instant, de discuter entre elles de la diminution de leur potentiel nucléaire.

- Voilà l'essentiel de ce que je pouvais vous dire. Quant aux armements nucléaires à très courte portée, ceux qui sont installés surtout dans la zone où vous viviez. Celles qui ne dépassent pas 500 kilomètres. Il faudra bien que nous en parlions un jour, et ce débat n'est pas ouvert. Pourquoi n'est-il pas ouvert ? C'est parce qu'il existe une très grande inégalité dans les forces classiques, à l'avantage des forces de l'Est et que pour compenser cet avantage, les pays de

L'Ouest souhaitent garder un certain potentiel d'armes nucléaires de très courte portée.

- Voilà, expliqué carrément le problème qui doit vous porter à la conclusion que tout peut être fait ici et là, pour réduire considérablement les armements, à la condition que ce soit fait de part et d'autre.\

QUESTION.- Événements en Roumanie.

- LE PRESIDENT.- Ma réponse sur la Roumanie est presque trop simple. Comment supporter la dictature qui s'exerce dans ce pays ? On assiste partout dans ce que l'on appelle l'Europe de l'Est, ce qui n'est d'ailleurs même pas exact comme définition géographique, à la poussée des peuples vers la conquête de leur liberté. Et, là-bas, au contraire c'est la répression et même la répression sanglante. On ne peut même pas identifier le régime roumain à un régime idéologique, c'est un régime de pouvoir personnel, familial, qui n'a aucune raison honnête de subsister. Je pense, au demeurant que les jours de ce régime, dans une Europe en plein mouvement sont comptés, mais à quel prix ? Donc, je condamne très simplement la manière dont ce régime se comporte. Je pense qu'il serait bon que les Roumains puissent comme les autres peuples d'Europe décider eux-mêmes de ce qu'ils entendent faire. Mais, voilà, c'est un pays souverain. Qui peut intervenir ? Et au nom de quel principe ? C'est de Roumanie que doit venir la réponse à votre question, avec bien entendu le soutien moral, intellectuel et pratique, quand c'est possible, des autres peuples de l'Europe.\

QUESTION.- A propos des relations extérieures de la Communauté.

- LE PRESIDENT.- Là encore vous avez une vue très vaste, je ne vous le reproche pas, mais cela rend difficile une réponse rapide, puisqu'il s'agit de la reconstruction de l'Europe, au-delà des blocs et de la séparation héritée de la dernière guerre mondiale et puisqu'il s'agit de l'attitude de cette Europe à l'égard du tiers monde, ce serait une grande chose que de réunir ces deux politiques, mais nous n'en sommes pas là.

- Première question : c'est la maison commune, qu'est-ce qu'on va faire de l'Europe, qu'est-ce qu'elle va devenir ? En Europe, il existe de notre côté, la Communauté européenne. Elle s'est donné pour objectif, à la fin de 1992, dans trois ans exactement, de supprimer les frontières intérieures entre les douze pays. Pour en arriver à un état commun, avec davantage de direction politique commune. Il y a déjà une vaste direction économique commune. En même temps que nous souhaitons développer les cultures et apprendre les langues, les principales langues de l'Europe.

- Alors la Communauté de l'Europe représente un pôle d'attraction. On sait que cette Communauté à douze marche bien. Elle représente 320 millions d'habitants, c'est la première puissance commerciale du monde. Et cela pourrait être avec une plus forte volonté politique, la première puissance industrielle. Le pouvoir d'attraction, je le répète, de la Communauté européenne est grand. Et elle va devoir engager le dialogue, elle a commencé, avec des pays comme le vôtre. On ne peut pas ignorer les Allemands, les Allemands de RDA. On ne peut pas ignorer les Tchèques, les Polonais, les Hongrois, et la suite. On ne peut pas ignorer non plus les Russes et l'ensemble des nationalités qui composent l'Union soviétique. Donc je crois que c'est un contexte très important, que celui de la maison commune. C'est-à-dire qu'au-delà des constructions particulières, même vastes comme la Communauté de 320 millions d'habitants, il faut commencer à concevoir l'organisation de l'Europe tout entière. Ce qu'on appelle la conférence CSCE est une première esquisse mais ce n'est pas suffisant.\

` Suite sur les relations extérieures de la CEE ` Il faudra aller peu à peu vers une forme d'organisation des pays de l'Europe quels qu'ils soient et sur toute la géographie de l'Europe. Donc aussi bien avec l'Union soviétique, avec l'Autriche, avec la Suède qui est neutre, avec l'Allemagne de l'Est, ainsi que tous les autres. Il y a là de quoi appliquer votre réflexion et la nôtre. Comment concevoir l'Europe du siècle prochain qui va commencer dans dix ans, comment la concevoir ? Ce sera nécessaire. Cela nécessitera beaucoup de réflexion et de travail. Comme M. Gorbatchev, dans une conférence de presse commune que nous tenions à Moscou, il y a quelques années, parlait de la maison commune, expression maintenant très fameuse, je lui disais : oui mais il faudrait quand même savoir quels meubles on y met. Plus ou moins de liberté,

etc... Il faudrait aussi savoir quels sont ceux qui logeront au grenier ou à la cave et quels sont ceux qui habiteront les endroits agréables, cela reste à examiner. Bref, l'Europe n'existera que s'il n'y a pas de suprématie d'un pays sur les autres. Alors voilà, cette discussion est engagée. Je souhaite que la Communauté européenne passe des contrats de développement, de coopération et d'amitié avec tous les pays d'Europe qui le désirent. On discute déjà avec les six pays de l'Association européenne de libre-échange, l'Islande, la Finlande, la Suède, l'Autriche, la Suisse etc... Nous avons également un débat avec l'Est, nous en parlons pour l'instant, et nous avons engagé un travail en commun avec 70 pays, et même davantage, des pays du tiers monde, d'Afrique, des Caraïbes, et du Pacifique. Le Premier ministre français vient de signer à Lomé, au Togo, une convention qui s'appelle Lomé IV, c'est-à-dire que c'est la quatrième fois qu'on passe cette convention depuis quelques années, et qui porte sur douze milliards d'écus qui seront répartis entre les signataires. Ce n'est pas suffisant. La politique à l'égard du tiers monde doit se traiter à l'échelon des grandes institutions internationales, Banque mondiale, Fonds monétaire international. J'ai proposé tout un plan sur lequel on ne peut pas s'attarder maintenant, mais le problème du tiers monde va devenir un problème fondamental, on ne pourra pas vivre avec des pays riches peu nombreux mais très puissants, et plusieurs milliards d'êtres humains qui vivent dans la misère. Cela sera générateur de désordres multiples, générateur de guerres, et d'autre part c'est une injustice qui n'est pas supportable. Vous avez raison de lier la notion de maison commune de l'Europe qui va se construire à la notion des rapports de cette Europe avec le tiers monde.\

QUESTION.- (Les relations entre la RDA et la France).

- LE PRESIDENT.- La coopération économique entre les deux Etats allemands regarde les Allemands. Moi je vous ai parlé de la coopération entre la Communauté et la RDA, comme je pourrais vous parler de la coopération entre la France et la RDA, mais je ne suis pas qualifié pour répondre sur les accords économiques à passer entre deux Etats allemands, cela, c'est l'affaire du peuple allemand. Alors, il y a peut-être une petite erreur de traduction, me dit-on.

- Entre la RDA et la France ? Eh bien nous avons engagé, c'est tout nouveau, vous savez, votre RDA, elle bouge beaucoup et cela va vite. On a de la peine à la rattraper. Et ce n'est peut-être pas fini. On a engagé ces conversations, il y a déjà quelques semaines. Et si je suis venu maintenant, c'est pour pouvoir les approfondir. Alors nous avons déjà un certain nombre d'accords, je souhaite qu'ils soient signés, qu'ils entrent dans les faits, dès maintenant, sans tarder davantage. Avec moi sont venus un bon nombre de grands chefs d'entreprises, de grands industriels et de banquiers, qui sont entrés en relation avec des dirigeants allemands. Ah oui des banquiers. C'est quelquefois utile hein ! Vous savez, il y en a là, ici, il ne faut pas qu'ils nous entendent, mais en réalité, ce sont des gens qui peuvent être très utiles parce qu'il faut investir. Et il faut que votre pays investisse dans les secteurs où il a vraiment besoin de se développer et dans un système de liberté démocratique. Votre démocratie ne tiendra vraiment que si vous êtes capables de fonder une prospérité économique. Les pays du tiers monde par exemple sont très fragiles, lorsqu'il y a quelquefois des démocraties, parce qu'ils sont souvent trop pauvres. Voyez ce qui se passe en Amérique latine où il y a toujours une menace sur les démocraties parce que ces pays sont trop endettés. Et leur déficit est trop lourd donc le développement démocratique de votre pays ira de pair avec son développement économique. Eh bien je vous dis nous sommes prêts à souscrire aux engagements qui vous permettront dans la mesure de nos moyens, nous aussi nous avons nos problèmes, de contribuer à ce développement.\

QUESTION.- (Sur l'enseignement du français dans les universités est-allemandes et les échanges d'étudiants).

- LE PRESIDENT.- Je vous ai dit tout à l'heure que ce type d'échange existait déjà à l'intérieur de l'Europe des Douze. Cela n'a pas été si facile mais cela se fait et certains financements ont été adoptés. Un étudiant je le répète pourra aller dans l'Université de son choix et en changer à diverses reprises pendant tout son cursus universitaire. Bien entendu, la Communauté a créé cela pour elle mais j'ai déjà esquissé l'idée, - j'en ai parlé hier soir dans le discours officiel que j'ai prononcé lors de la réception d'Etat à Berlin - qu'il faut pouvoir élargir ces accords à d'autres pays. Parmi ces autres pays, au vôtre. Cela devrait pouvoir se décider rapidement car cela ne

pays. Parmi ces autres pays, de votre. Cela devrait pouvoir se décider rapidement car cela ne représente pas de grandes masses financières. Mais l'urgence est évidente : c'est par là que commencera vraiment l'existence de l'Europe que nous voulons construire, par les relations entre les jeunes, par la connaissance de nos langues et par des études vécues en commun par la jeunesse de nos différents pays. Là se bâtiront des amitiés, là s'édifieront des vies en particulier par les chemins de la culture. Eh bien, je vous prends au mot, monsieur, et je souhaite pouvoir ne pas me tromper, je demanderai que cela soit possible dès la rentrée de 1990. Dans quelle proportion ? Dans quelle mesure ? Je ne peux pas vous le dire car cela exige l'accord de mes onze partenaires et je pense que nous l'obtiendrons.\

QUESTION.- Monsieur le Président, nous savons votre passé anti-fasciste. Vous étiez interné dans un camp de prisonniers de guerre et vous avez combattu dans la Résistance. L'anti-fascisme est aussi une racine principale de notre pays la RDA. Seriez-vous d'accord avec moi en disant que l'anti-fascisme a eu pour conséquence légitime l'existence d'un Etat : la RDA, Etat souverain au milieu de l'Europe ?

- LE PRESIDENT.- Vous rappelez là mes souvenirs. La première fois que je suis venu en Allemagne, c'était comme prisonnier de guerre en Thuringe. Remarquez la seule issue pour un prisonnier c'est de s'évader, c'est ce que j'ai fait. Comme je suis parti à pied, j'ai pu visiter l'Allemagne, c'était la première fois. Je ne peux pas dire que j'en garde un mauvais souvenir. M'ont été épargnées les pires rigueurs ou les pires brutalités de la guerre. J'ai rencontré beaucoup de braves gens parmi vos compatriotes. C'était généralement des ouvriers, déjà un peu âgés ou des soldats blessés qui remplissaient la fonction de garder des prisonniers de guerre. Ensuite, j'y suis retourné longtemps après pour précisément visiter cette région de Thuringe et refaire avec mon ami Willy Brandt, ancien Chancelier allemand, le même chemin. Enfin, la première fois je l'avais fait à pied, la deuxième fois nous l'avons fait en automobile, je ne pouvais pas exiger de Willy Brandt qu'il fasse tout cela à pied !. Bon, alors j'ai de nouveau vu la République démocratique allemande, pas grand'chose j'ai quand même pu parler avec les habitants du village et de la ville voisine du lieu où j'étais prisonnier. J'avais été un peu étonné parce que nous avons été invités à déjeuner par les responsables politiques, administratifs de cette région et pendant que je déjeunais, je leur posais des questions comme nous le faisons maintenant, j'espère que les actuels dirigeants me pardonneront cette indiscretion - mais je leur disais : "il doit bien y avoir des choses qui ne marchent pas très bien ici... Il y en a en France, il y en a partout. "Non". Le déjeuner a duré plus d'une heure. Tout allait bien. A la fin de cette conversation mon hôte a eu une illumination, il me dit : "Si, il y a quelque chose qui ne va pas très bien : il n'y a pas assez de femmes dans la direction". Je pensais qu'il avait raison, c'était une erreur, peut-être y en avait-il d'autres dont on aurait pu me faire confiance ! Bref, les échanges n'étaient pas faciles. Chacun agit comme il le veut mais nous avons été très bien reçus, amicalement. Quand on pense aux deux guerres mondiales qui nous ont séparés, je pense que le peuple allemand reste très ouvert pour des discussions humaines et pacifiques et j'en suis reconnaissant aux Allemands. Il faut que nous dominions les antagonismes d'autrefois. Ma troisième visite en RDA, c'est maintenant. Voyez que ma connaissance de votre pays n'est pas très importante sinon par les livres ce qui n'est pas suffisant.\

` Suite sur la deuxième guerre mondiale `

- L'anti-fascisme ... Ensuite, bien entendu, lorsque je me suis retrouvé en France occupée par les Allemands, fin 1941, au mois de décembre dans un pays coupé en deux - je sais ce que c'est - je ne pouvais choisir que le combat. Je suis allé en France, dans toutes les provinces, je suis allé un moment en Angleterre, je suis allé un moment en Algérie. Je suis revenu ensuite en France, au début de 1944 et j'ai vu les grandes phases de la guerre, terrible guerre. Au lendemain de cette guerre, je suis allé en République fédérale, dès 1945, et j'ai vu l'effroyable désastre des villes, Francfort, Nuremberg et les autres, réduites à rien. Vraiment la guerre était abominable, et de part et d'autre, nous nous sommes détruits follement. Donc, ce que vous appelez l'anti-fascisme, c'est aussi une certaine forme de défense de la paix et le refus d'une idéologie imposée par la force. Voilà ce que cela veut dire. Les idéologies sont saines, il faut bien avoir des idées. Il est même bon d'avoir un corps de doctrine pour s'expliquer le monde, expliquer le rôle des individus

dans une société, la relation entre l'Etat et le citoyen. Chacun selon sa préférence. Mais, quand on veut imposer son idéologie aux autres, on commet un crime contre l'esprit, et c'était cela le fascisme et le nazisme.

- Remarquez que l'on connaît d'autres exemples. Alors, je me sens tout à fait en accord avec vous, lorsque vous exprimez ce que vous exprimez.\

Et je m'aperçois que vous avez été plus de deux à me poser une question sur l'unité allemande. L'éventuelle unité. Il faut peut-être que je réponde. Est-ce que cela vous intéresse ?

- Ma position est tout à fait simple. D'abord, l'unité sous une forme ou sous une autre - on va en parler tout-à-l'heure - l'unité des Allemands regarde d'abord les Allemands. Seules des élections libres, ouvertes, démocratiques, permettront de savoir exactement ce que veulent les Allemands des deux côtés. Il faut d'abord passer par cette épreuve qui est une bonne épreuve, avant de décider pour les Allemands. C'est à eux de dire ce qu'ils veulent.

- Certes, il y a beaucoup de manifestations qui semblent indiquer ce qu'ils veulent. Mais c'est à eux de s'exprimer démocratiquement dans des élections libres et secrètes. Pour l'instant, il existe deux Etats. Ces deux Etats ont une existence souveraine. Chacun des deux est maître chez lui parce qu'il exprime, ou est censé exprimer les volontés d'une nation, d'un peuple. On ne peut pas rayer d'un trait la réalité européenne, telle qu'elle s'est constituée après la deuxième guerre mondiale. Ce n'est pas votre faute, ce n'est pas la mienne, mais c'est comme cela.\

Alors, un certain ordre - si l'on peut l'appeler comme cela - s'est créé en Europe, autour de deux alliances militaires, avec un équilibre entre ces deux alliances, et sur la base de frontières qui ont été enregistrées et consacrées par des accords internationaux dont le dernier date d'il y a quatorze ans, ce sont les accords d'Helsinki.

- Si on commence à toucher les frontières ici, cela bougera un peu partout. Bien que j'estime que la frontière entre les deux Etats allemands est d'une nature différente des frontières qui existent ailleurs, car elles ont été créées à l'intérieur d'un même peuple et non pas entre deux peuples différents, comme c'est le cas dans le reste de l'Europe, d'une façon générale, bien que ces frontières ne soient pas toujours justes. Vous connaissez les revendications par exemple en Transylvanie, en Moldavie. Vous connaissez les revendications des pays baltes, vous connaissez les revendications qui se sont manifestées à l'égard de la Pologne. Avant de toucher à cette construction fragile, si l'on veut préserver la paix, il faut garder son sang-froid. On a le droit d'agir sur le coup de la passion et de l'espérance, mais il faut faire réintroduire quand même une certaine dose de raison. Donc, je dis l'unité allemande dépend d'abord essentiellement du peuple allemand. Si le peuple allemand décide qu'il doit en être ainsi, ce n'est pas la France qui s'y opposera.

- Mais, le peuple allemand doit se déterminer en tenant compte de l'équilibre européen. Il ne peut pas faire fi d'une réalité qui fait de lui, à l'Est, un membre très actif de l'alliance dite pacte de Varsovie avec des armées étrangères puissantes sur son sol, pas plus que l'Allemagne fédérale ne peut faire fi d'une situation comparable, avec ses alliés de l'Ouest. Je dis donc que l'unité allemande, c'est ensuite l'affaire de vos voisins qui n'ont pas à se substituer à la volonté allemande, mais qui ont à veiller à l'équilibre de l'Europe. Voilà presque une contradiction. Deux éléments d'analyse différents qui peuvent être thèse et anti-thèse pour une synthèse. Je crois que c'est possible, c'est-à-dire qu'il faut faire avancer en même temps les formes d'unité allemande et européenne. Autrement, on va vers un déséquilibre sur lequel vous aurez le devoir de réfléchir lorsque vous voterez.

- Mais, s'il s'agit des aspirations profondes du peuple allemand dans un sens ou dans l'autre, nous Français, nous devons le comprendre et choisir toujours le parti de la liberté. Voilà ce que je pense d'une façon simplifiée et rapide du problème allemand tel qu'il se pose.

- Le rôle de la Communauté européenne doit être important dans ce processus, parce que la Communauté européenne peut passer des accords avec des pays comme le vôtre et d'autre part, elle doit se renforcer pour que le problème allemand ne soit pas qu'un problème allemand, mais un problème européen. A ce moment-là, nous nous entendrons bien pour trouver la bonne solution.\

QUESTION.- A propos des centres culturels français en RDA.

- LE PRESIDENT.- Il existe déjà un centre culturel remarquable à Berlin, que je considère comme le plus remarquable en Europe. Cela nous encourage et j'ai parlé de ce sujet précisément au ministre français des affaires étrangères. Nous avons l'intention de créer un centre de ce type à Leipzig.\

QUESTION.- (Au sujet des visas pour les ressortissants de RDA voulant voyager en France).

- LE PRESIDENT.- Il n'y a pas de visa exigé pour les Allemands de l'Ouest. Il n'y a pas de visa non plus à l'égard d'un pays comme la Suisse. Il n'y a pas de visa à l'égard des pays scandinaves. Il n'y a plus de visa avec des pays, je ne connais pas la liste exacte, enfin comme le Japon, comme un certain nombre de pays américains.

- C'est-à-dire que peu à peu la zone sans visa s'élargit. Nous avons été obligés, à un moment donné, de restreindre parce que nous avons été victimes, surtout dans l'année 1986, de beaucoup d'actes de terrorisme, à Paris en particulier où il y a eu de très nombreuses victimes. Nous avons resserré notre dispositif douanier pour lutter contre le terrorisme qui venait de l'extérieur. Nous n'avons pratiquement pas de terrorisme national. Je pense que la suppression des visas devra suivre de peu l'aménagement de nos nouveaux contrats internes à ce que les uns appellent la maison commune européenne, que d'autres pourraient appeler la nouvelle organisation de l'Europe. Je pense que ce moment va venir, encore faut-il savoir où l'on en est. On ne le sait pas très bien. Une discussion vient d'avoir lieu pour supprimer tous les contrôles aux frontières dès maintenant, sans attendre 1993, entre l'Allemagne de l'Ouest, la Hollande, la Belgique, le Luxembourg et la France. Avant d'étendre cette mesure à l'Allemagne de l'Est, il faut savoir quels seront les contrôles douaniers de l'Allemagne de l'Est avec ses voisins du Nord. La France ne peut pas être un pays aux frontières ouvertes au monde entier. Il y a des immigrations de toutes sortes. Nous avons besoin d'un minimum de sécurité. Mais je suis favorable, dans un délai raisonnable, c'est-à-dire bref, à l'ouverture de ces dispositions à l'égard de l'Allemagne de l'Est. Tout dépendra de votre évolution, tout dépendra des mesures de sécurité qui seront les vôtres, mais il ne faut pas les attendre avant 1993. Quant aux soixante-dix marks, là, vous savez, nos ministres des finances, ils font bien des choses sans nous consulter. Est-ce que c'est trop cher, est-ce que cela n'est pas assez cher ? On dit, en France et ailleurs, que le Président de la République française peut tout décider tout seul. Ce n'est pas vrai. Ce n'est pas vrai du tout. En effet, surtout à l'égard des jeunes, leur imposer des sommes de cette importance, c'est trop et je pense qu'on pourrait adopter des mesures particulières pour les jeunes, les étudiants et les laisser venir sans qu'ils aient rien à payer. Je vois que le ministre des affaires étrangères approuve, je ne vois pas le ministre des finances parce qu'il est à Paris, mais au besoin on lui dira de le faire. Ce ne sera pas une grosse dépense. Voilà.\